RAPPORT DE LA MISSION SALAFRANCA SUR LES LÉGISLATIVES

Les conclusions qui fâchent éludées

La mission européenne d'observation des élections législatives du 10 mai dernier, qui a rendu public son rapport final hier, a relevé une série de manquements qui pouvaient avoir altéré la régularité du scrutin. Mais elle a jugé globalement positifs et la campagne électorale et le déroulement de l'opération de vote. Salafranca, le chef de la mission, s'est défendu de toute complaisance avec le pouvoir algérien.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La mission a relevé que durant les trois semaines de la campagne électorale, plusieurs dépassements ayant trait à la propagande politique payante dans la presse ont été enregistrés mais que la CNISEL n'a saisi la CNSEL que d'un seul cas. Elle a noté aussi que la fin du scrutin a manqué de répondre aux critères de régularité.

La mission a constaté que dans 66% des cas, l'affichage public du procès-verbal des résultats n'a pas été respecté. Mais cela, commente-t-elle, ne peut que ponctuellement affecter la transparence et l'intégrité du processus. Elle a en outre observé que le transport des documents électoraux, les résultats du dépouillement y compris, n'a pas été sécurisé.

La mission a surtout noté que le ministère de l'Intérieur a annoncé le 11 mai les résultats des élections alors que les opérations de dépouillement n'étaient pas encore terminées. Elle a déploré également qu'il n'y ait pas eu de publication détaillée des résultats du scrutin.

Le chef de la mission européenne d'observation des élections législatives du 10 mai dernier, José Ignacio Salafranca, qui a fait l'exposé sommaire des insuffisances relevées, a néanmoins estimé que, dans l'ensemble, les élections se sont tenues dans de bonnes conditions. Une appréciation qui lui a valu d'être soupçonné de complaisance avec le gouvernement algérien. Il s'en est évidemment défendu. «Je rejette absolument l'idée que j'ai négocié avec le gouvernement algérien», a-t-il rétorqué à la question de savoir si le retard pris à rendre public le rapport n'a pas été consacré à négocier avec les autorités algériennes. Il a réfuté l'idée même du retard, puisqu'il a affirmé être dans les délais impartis par l'Union européenne à l'accomplissement d'une telle tâche. De plus, a-t-il souligné, c'étaient les agendas, dont le sien propre, difficilement conciliables qui n'ont pas permis de finaliser le rapport plus tôt. Salafranca a également réagi au mémorandum du RCD transmis au Parlement européen et dans lequel il a critiqué le travail de la mission d'observation. «La délégation du Parlement européen qui a rejoint la mission à souscrit à la déclaration préliminaire du 12 mai. La déclaration a également fait l'objet d'un débat au Parlement européen, et il n'y a pas eu de problème par rapport à cela. Elle a été aussi discutée au niveau du ministère européen des Affaires étrangères», a-t-il commenté, invitant à d'abord lire les recommandations du rapport pour pouvoir apprécier le travail accompli.

Photo : NewPress

José Ignacio Salafranca.

La mission a en effet retenu 31 recommandations qu'elle a jugées à même d'améliorer la transparence électorale. Des recommandations qui insistent plus particulièrement sur, outre l'établissement d'un fichier électoral et sa publication systématique de sorte que les partis politiques puissent y exercer un contrôle, la traçabilité des résultats électoraux à travers leur affichage complet au niveau des communes, l'accès pour les représentants des partis à toutes les étapes du processus électoral ainsi que l'autorisation des meetings et réunions hors des salles fermées.

Les recommandations ont englobé aussi des aspects juridiques. Ainsi, elles insistent sur la simplification des démarches portant création de partis politiques, l'assouplissement des signatures pour les listes indépendantes et la mise en application rapidement de la loi sur l'information par la promulgation des lois sur la publicité et le sondage ainsi que la loi sur l'audiovisuel.

Invité à commenter la déclaration du ministre de l'Intérieur qui, la veille, a indiqué que les recommandations ne seront pas prises en compte lors des locales du 29 novembre, Salafranca a souligné que Daho Ould Kablia lui a promis de les étudier soigneusement et voir dans quelle mesure elles pourraient être appliquées. «Leur mise en œuvre dépend de la volonté politique du gouvernement algérien. Notre mission ne fait pas fonction d'arbitre ou de tribunal. Notre observation du scrutin procède d'une réponse amicale à la sollicitation algérienne.»

Salafranca a indiqué enfin que l'UE ne déploiera pas d'observateurs pour les élections locales. Tout simplement parce qu'elle n'observe pas pareils scrutins.

S. A. I.

LA CRISE AU SEIN DE L'ANR S'ACCENTUE

Sept membres du bureau national exclus

Parce qu'ils ont osé ouvrir leur «bouche» pour rendre public le conflit larvé qui couve au sein du parti depuis quelque temps, nombre de membres du bureau national de l'ANR viennent de payer les frais de leur audace.

Ils sont, en effet, sept secrétaires nationaux du parti à se voir signifier la suspension momentanée de toute activité partisane le temps qu'ils soient traduits devant la commission de discipline qui aura à statuer sur leur cas. C'est, entre autres, des résolutions du bureau national du parti, réuni en session ordinaire avant-hier et rendues publiques ce dimanche. Le communiqué ne mentionne pas les griefs retenus contre les sept désormais indésirables cadres, se contentant de se référer aux articles 93 et 105 du règlement intérieur du parti, faisant l'économie d'en citer le contenu. «Omission» que l'un des plus en vue des têtes de pont de cette nouvelle contestation, Rachid Chenaf, le secrétaire national à l'organique, qui vient donc, de se voir signifier la fin de mission aux côtés de ses collègues Saïd Matari, Toufik Kaoua, Mustapha Ben Yekhlef, Ahmed Seddiki, Nacer-Eddine Darar et Abdaïm Abededaïm, n'a pas hésité à faire révéler.

Pour notre interlocuteur, le fond de la crise qui couve dans les entrailles du parti a trait à la ligne stratégique du parti. Une ligne républicaine et patriotique que le nouveau secrétaire général du parti tente de dévier depuis peu en arrimant ce dernier vers un camp qui est loin d'être le nôtre et dans lequel nous ne nous identifions pas», dira-t-il. Chenaf enfoncera davantage le clou en accusant Belkacem Sahli, le jeune successeur de Rédha Malek à la tête de l'ANR, de vouloir imposer un frère à lui comme son premier adjoint et un parfait «ignorant» d'Adrar dont le seul atout est d'être un «multi-milliardaire» au bureau national.

Cela ne s'est pas arrêté en si «bon» chemin, poursuivra notre interlocuteur qui révélera que Sahli a «bombardé Belkhadem de SMS, le suppliant de lui procurer une place dans le prochain gouvernement». Le désormais ex-responsable à l'organique au sein de l'ANR soutiendra ne pas se présenter au même titre que ses pairs de la contestation, par-devant, dira-t-il, la «supposée» commission de discipline installée, selon lui, «en nette violation des statuts du parti». Et de préciser que les contestataires ne se tairont pas puisqu'ils comptent convoquer tout prochainement une session extraordinaire du conseil national du parti à l'effet, assurera-t-il, de «remettre l'ANR sur les rails, ceux républicain et patriotique, sans quoi il deviendrait une coquille vide».

M. Kebci

ALORS QUE LA GRÈVE SE POURSUIVAIT MALGRÉ L'APPELDE LA DIRECTION DE LA LAITERIE DE DRÂA BEN KHEDDA

Le RCD dénonce le « jeu trouble de pseudo-syndicalistes»

Après douze jours d'une grève surprise (voir* Le Soir d'Algérie *du 30 juillet), la laiterie de Draâ Ben Khedda se retrouve de nouveau plongée dans l'incertitude avec ce débrayage qui suscite plein d'interrogations chez certains quand ce n'est pas de l'exaspération chez d'autres, comme le petit consommateur en cette période de forte demande sur les produits laitiers.

Comme on pouvait s'y attendre donc, la période trouble que traverse de nouveau la laiterie de Draâ Ben Khedda, une des entreprises les plus performantes de toute la wilaya de Tizi-Ouzou, ne manque pas d'engendrer les commentaires et la désapprobation, voire des doutes sur les motivations des initiateurs du mouvement qui secoue cette entreprise depuis l'automne dernier. Des commentaires, on en entend ici et là, et le tout dernier a été consigné à travers une déclaration rendue publique, jeudi, par le RCD qui accuse «quelques pseudo syndicalistes, reniés par leur tutelle même, (qui) prennent de nouveau en otages les 400 ouvriers de la laiterie, les centaines de transporteurs/distributeurs, les éleveurs et toute la population de la Kabylie».

Le RCD n'omet pas, en passant, d'écorcher les travailleurs en s'interrogeant sur l'attentisme et le silence imposé à la grande majorité d'entre eux pour accepter, sans réagir, que leur outil de travail soit de la sorte saboté. Aussi, comme beaucoup l'ont relevé déjà au tout début de la crise en octobre dernier, le rédacteur de cette déclaration au nom du RCD remarque que «durant toute cette agitation, l'absence de revendications sociales et salariales ressort de manière paradoxale». En fait, soupçonne le RCD, les arrière-pensées sont ailleurs lorsque l'on sait l'amélioration conséquente des conditions de travail et la valorisation des grilles des salaires dans cette usine. «Les enjeux qui sous-tendent ces troubles sont purement d'ordre politique et aux antipodes des intérêts des travailleurs et de la région» assure-t-on au RCD de Tizi-Ouzou. Par ailleurs, dans un appel diffusé jeudi également, la direction de la Laiterie a interpellé l'ensemble des travailleurs pour la reprise du travail hier dimanche, autrement elle se dit prête à prendre les mesures qui lui permettent de protéger ses intérêts, conformément à la réglementation, menace-t-elle pour conclure son appel à travers lequel la direction de l'entreprise juge illégale la grève déclenchée depuis le 24 juillet dernier.

Photo : DR

Mohcine Belabes.

Mouvement illégal puisque, argue la direction de l'entreprise, elle a répondu favorablement à tous les problèmes posés par les ouvriers, entre autres l'octroi de la prime de bénéfice d'une valeur de 72 000 dinars. Mais, contrairement à ce que beaucoup espéraient, la reprise du travail n'a pas eu lieu hier, mais il se disait en début d'après-midi que la perspective d'un retour des travailleurs était de plus en plus vraisemblable, et il se pourrait même que les machines se remettent à tourner au sein de la laiterie dès aujourd'hui.

M. Azedine